

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 27

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par ~~Madame ou~~ Monsieur : Dominique de VILLEPIN

Qualité : - Membre - Suppléant

Article 27: Les ~~règlements~~ actes législatifs délégués

1. Les lois et les lois-cadres européennes peuvent déléguer à la Commission le pouvoir d'édicter des ~~règlements~~ actes législatifs délégués qui ~~complètent ou qui~~ modifient certains éléments non essentiels de la loi ou la loi-cadre.

Les lois et les lois-cadres délimitent explicitement les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation. ~~Les éléments essentiels d'un domaine ne peuvent pas faire l'objet d'une délégation. Ils sont réservés à la loi ou à la loi-cadre.~~

Les actes législatifs délégués prennent la forme de lois ou de lois-cadres européennes.

- ~~2.~~ La loi ou la loi-cadre détermine ~~explicitement d'une manière précise~~ les conditions d'application ~~et de contrôle par le Parlement européen et le Conseil~~ auxquelles la délégation est soumise ~~et qui consistent en une ou plusieurs des possibilités suivantes énoncées par l'article W (deuxième partie).:~~

- ~~— le Parlement européen et le Conseil peuvent décider de révoquer la délégation,~~
- ~~— le règlement délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la loi ou la loi-cadre, le Parlement européen ou le Conseil n'expriment pas d'objections,~~
- ~~— les dispositions du règlement délégué sont caduques après un délai déterminé par la loi ou la loi-cadre. Leur validité peut être prorogée sur proposition de la Commission, par décision du Parlement européen et du Conseil.~~

~~Aux fins de l'alinéa précédent, le Parlement européen statue à la majorité de membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.~~

La deuxième partie inclurait les conditions d'application de la délégation, avec les modifications suivantes:

- le Parlement européen et le Conseil, **statuant selon la procédure applicable à la modification de la loi ou de la loi-cadre, sur proposition de l'une ou l'autre institution**, peuvent décider de révoquer la délégation,
- **le règlement l'acte législatif délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la loi ou la loi-cadre, le Parlement européen, statuant à la majorité de ses membres, ou le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition d'un Etat membre, n'expriment pas d'objections. Toutefois, lorsque la loi ou la loi-cadre n'a pas été adoptée selon la procédure législative, les objections émises par le seul Parlement européen ne font pas obstacle à l'entrée en vigueur de l'acte législatif délégué.**
- les dispositions du ~~règlement~~ **de l'acte législatif délégué** sont caduques après un délai déterminé par la loi ou la loi-cadre. Leur validité peut être prorogée sur proposition de la Commission, par décision du Parlement européen et du Conseil, **statuant selon la procédure applicable à la modification de la loi ou de la loi-cadre.**

~~Aux fins de l'alinéa précédent, le Parlement européen statue à la majorité des membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.~~

Explication éventuelle :

- les "règlements délégués" sont en fait des actes délégués de nature législative: ils devraient donc porter une appellation conforme à cette nature et utiliser les mêmes instruments que les textes qu'ils modifient (lois et lois-cadres). Ceci permet en outre de régler la difficulté juridique tenant à la modification d'une loi-cadre (dont la caractéristique est de nécessiter une transposition) par un règlement (dont la transposition est non seulement inutile mais, selon la jurisprudence de la Cour, interdite) ;
- le champ d'application des actes délégués (les "éléments non essentiels") est exactement le même que celui défini par la jurisprudence de la Cour pour les actes d'exécution qui, très souvent, complètent les règles posées par les actes législatifs. Dans ces conditions, les actes délégués risquent en fait de se substituer à des actes d'exécution. Certes, dans les deux cas, c'est la Commission qui sera compétente, mais les contrôles prévus sur les actes délégués sont beaucoup plus lourds que ceux qui entourent ses compétences d'exécution. Or, dans une Union élargie, il convient d'alléger et non d'alourdir le contrôle qui pèse sur les actes de la Commission visant à compléter et à mettre en oeuvre la législation de l'Union. Pour éviter une telle évolution, il est impératif de limiter le champ des actes délégués aux seuls actes qui modifient un acte législatif (ce que ne peut faire un acte d'exécution). Ainsi, les actes délégués apporteront une réelle valeur ajoutée, sans risquer d'empiéter sur les compétences d'exécution de la Commission.